

Téléchargement 27 09 2018

Le climatologue Jean Jouzel s'avoue pessimiste

Le scientifique militant contre le réchauffement climatique ne renonce pas à expliquer les dangers que court la planète. Mais il commence à se décourager devant l'inertie de la France et de nombreux pays.

À 71 ans, le climatologue Jean Jouzel a « laissé la place aux jeunes » fin 2015 comme vice-président du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) créé par les Nations unies en 1988. Mais il continue à parcourir le monde et la France pour tenter de convaincre les politiques et l'opinion publique que le temps presse. Il fait sienne la déclaration récente du secrétaire général des Nations unies, le Portugais António Guterres : « *Il nous reste deux ans pour mettre fin à l'augmentation de la quantité de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Au-delà il n'y aura pas de solution possible* ». Ce que Jouzel traduit de façon lapidaire : « *Il n'existe pas de plan B* ». Non pas pour la Terre, qui continuera à exister, mais pour toutes les civilisations.

Et ce climatologue breton, né dans une famille de paysans dont un membre dirige toujours une ferme en Ille-et-Vilaine, explique : « *Nous ne serons pas victimes des dégâts d'une explosion climatique mais d'une série de dérèglements qui rendra la vie des humains de plus en plus difficile parce que nous atteindrons le point de rupture dans de nombreux domaines. Celui de l'eau douce, des tempêtes, des sécheresses, des conflits et de la montée des mers et océans qui se poursuit* ». Constatation qui mène à une autre question : est-il désormais pessimiste ou optimiste ?

« Les scientifiques ont fait leur travail mais rien ne se passe »

« *Je ne suis pas optimiste alors que je l'étais un peu après l'accord de Paris à la fin de 2015 ; même s'ils ne me donnaient pas entière satisfaction, car l'engagement pris par les pays n'était que déclaratif et n'entraînait aucune obligation. Avec Hillary Clinton au pouvoir aux Etats-Unis, il aurait été possible d'enclencher, de susciter, de faire vivre un mouvement d'opinion et une prise de conscience politique appuyée sur les citoyens. Mais le retrait de Donald Trump et de son administration va servir de prétexte, de caution pour des pays qui ne déposeront pas leurs " instruments de ratification " lors de la COP 24 qui se tiendra au mois de décembre en Pologne. D'autant plus que la décision américaine s'est accompagnée d'un mépris pour la communauté scientifique américaine et internationale. Ainsi la Russie, qui n'a même pas ratifié l'accord de Paris, ne changera pas sa politique et de nombreux pays risquent de revenir sur leurs signatures.* »

Jean Jouzel, qui ne revient pas sur son ancrage à gauche, est également persuadé que plus le climat se réchauffera, plus les inégalités augmenteront et pas seulement dans les pays du Sud qui souffrent du sous-développement, mais aussi en Europe et aux Etats-Unis. Car ce récent membre de l'Académie des sciences qui suit toujours près les évolutions climatiques a constaté que toutes les observations satellites, encore nombreuses malgré les restrictions américaines, confortent les observations et conclusions du Giec. Il craint aussi les guerres de l'eau ou des ressources qui précipiteront des millions de réfugiés vers l'Europe : « *Et alors ils ne viendront pas dans de fragiles esquifs mais affréteront des gros bateaux.* »

Lors de ses nombreuses interventions en France, le climatologue français a constaté que les climato-sceptiques avaient disparu de ses auditoires alors que pendant des années ils l'avaient toujours véhémentement interpellé : « *C'était stimulant, cela me contraignait à m'expliquer clairement, pédagogiquement. Cette opposition fait désormais partie du passé.* » Comme si, rassurés par les hésitations des politiques, ils avaient l'impression d'avoir gagné. Comme si les lobbies divers qui fréquentaient ses interventions et celles d'autres conférences du même type, avaient acquis la quasi certitude que le monde économique et le monde de la production des énergies fossiles avaient réussi à mettre la majorité de l'opinion publique de leur côté.

Réalité constatée qui amène Jean Jouzel à évoquer la situation en France : « *L'accord de Paris était un moteur intéressant. Il a été endossé par Emmanuel Macron mais sans autre avancée ; ainsi les importantes émissions de gaz à effet de serre liées à notre agriculture ne sont toujours pas prises en compte. Les scientifiques ont fait leur travail mais rien ne se passe. Quant au respect de nos émissions en 2020, il restera vain sans revoir les méthodes agricoles. D'autant plus qu'il sera impossible de tenir nos engagements dans la production d'énergie renouvelable. L'écart entre nos lois et la réalité grandit sans arrêt faute d'initiatives dans ce domaine. Pourtant il suffirait de respecter les textes votés pour éviter l'augmentation des émissions.*

« *Nous sommes loin d'entrer dans une phase d'émission négative* »

Dans une quinzaine de jours sera pourtant rendu public un rapport du Giec qui montrera que en France comme en Europe et dans le reste du monde, la situation se dégrade comme l'explique Jean Jouzel, qui a eu connaissance de son contenu : « *Il ne s'agit pas du sixième rapport qui sera connu dans trois ans mais d'un rapport spécial ou intermédiaire. Il révèle que la situation n'a pas changé, mais rappelle, comme dans le texte publié en 2015, que même une augmentation de 0,5 degré est très importante car un demi degré est essentiel pour l'avenir de la planète et de sa biodiversité. Car tous les scénarios tablent sur une limite de 2°C prennent comme hypothèse que nous devons entrer dans une phase d'émission négative par rapport à la situation actuelle. Alors que nous en sommes encore loin. D'autant plus que les techniques de captage du CO2 ne sont pas encore au point, que nous ne savons pas quoi en faire ensuite et que les opérations de développement de plantations de nouvelles forêts pour absorber une partie des gaz à effet de serre restent à l'état de projet.* »

Le projet de rapport spécial qui doit être adopté en Corée du Sud dans quelques jours et rendu public le 8 octobre doit encore subir les observations et les commentaires des gouvernements. Y compris ceux des 20 représentants des Etats-Unis qui siègent encore dans le Giec. « *Bien sûr, conclut Jean Jouzel, les USA et les autres gouvernements ne peuvent pas modifier les chiffres mais les commentaires et les interprétations peuvent en changer l'esprit et l'aspect. C'est pour cette raison que je suis pessimiste sur ce qui peut se passer à Katowice au mois de décembre.* »

Malgré tout, le climatologue se rendra à cette COP 24 au cours de la dernière semaine de négociations, mais il laisse entendre que cela sera peut-être la dernière fois. Indice de son découragement, même s'il continuera inlassablement à promener son bâton de pèlerin du climat à travers la France et l'Europe...